

R

RAPPORT

A

D'ACTIVITÉ

2020



CRÉDITS PHOTOS

Nicolas Fagot, Agence Studio 9

Adèle Boutin, Sophie Boidin

CONCEPTION GRAPHIQUE

Sophie Boidin



Chaire Gouvernance et Régulation
Université Paris Dauphine-PSL
Fondation Dauphine
<https://chairgovreg.fondation-dauphine.fr/>

SOMMAIRE

page **8**
Édito

page **10**
**Chaire
Gouvernance
et Régulation**

page **11**
**Club
des Régula-
teurs**

page **12**
**Thématiques
générales**

page **15**
Recherche

page **40**
Formation

page **47**
Débat

page **60**
**Gouvernance
et équipe**

Partenaires

La Chaire Gouvernance et Régulation



6

Le Club des Régulateurs



Le réseau



2020 en chiffres

30

PARTENAIRES

29

CHERCHEURS ASSOCIÉS

30

ÉVÉNEMENTS
ORGANISÉS

15

PROJETS DE RECHERCHE

70

INTERVENANTS

23

PUBLICATIONS
ACADÉMIQUES

13

NOTES DE RÉFLEXION

64

VIDÉOS

ÉDITO

par **Éric
Brousseau**

Directeur scientifique
de la Chaire Gouvernance et Régulation



« La crise a conforté la pertinence de notre projet intellectuel : penser l'articulation entre action publique et initiative privée, qu'il s'agisse de la gestion des crises, du déploiement d'infrastructures d'offre ou de l'organisation des marchés. »

8



Marquée par la pandémie, l'année 2020 a également été, pour la Chaire, celle de son cinquième anniversaire. Ce fut aussi l'année d'évolutions significatives de son environnement institutionnel.

Le choc sociétal et sanitaire, tout d'abord, a contribué à faire évoluer nos modalités de fonctionnement. Nous appuyant sur les opportunités offertes par les outils numériques, nous avons développé des méthodes de travail plus réticulaires. En particulier, des groupes de travail impliquant de manière flexible des compétences variées travaillant en réseau au sein de la Chaire et au-delà, ont créé des dynamiques particulièrement stimulantes. Notre capacité à diffuser les contenus produits sous divers formats s'est, par ailleurs, renforcée. Au-delà de ces opportunités de transformation, la crise a conforté la pertinence de notre projet intellectuel : penser l'articulation entre action publique et initiative privée, qu'il s'agisse de la gestion des crises, du déploiement d'infrastructures d'offre ou de l'organisation des marchés.

Ce dernier point fait écho à notre cinquième anniversaire. Les membres fondateurs du Club des Régulateurs, puis de la Chaire, nous ont en effet fait l'honneur, pour une très grande majorité d'entre eux, de nous renouveler leur confiance pour cinq nouvelles années. Cette reconnaissance du travail accompli grâce à leur appui et avec leur expertise nous honore et nous oblige, de même que la confiance que nous ont témoignée les deux nouveaux partenaires, EcoLogic et la RATP, qui ont rejoint la Chaire pour cette nouvelle période de cinq années. Cette dernière a formellement débuté en juin, à l'occasion d'une conférence — en ligne, comme le veut l'époque — durant laquelle nous avons évoqué à la fois les initiatives de Bruxelles sur le numérique et la convention citoyenne pour le climat, avec, respectivement, Thomas Courbe, Directeur général

Petit à petit, un réseau de chercheurs associés et d'experts se développe et enrichit notre capacité à contribuer au développement des connaissances et à l'éclairage de la décision.

des entreprises à Bercy, et Thierry Pech, Directeur général de Terra Nova.

Du côté de notre environnement académique immédiat, l'année 2020 fut marquée par la consécration du projet PSL qui est désormais une université de plein droit figurant dans le peloton de tête des 4 meilleures universités mondiales. Nous sommes très fiers de participer à cette aventure et tenterons d'apporter notre contribution à ces objectifs d'excellence et d'innovation.

De leur côté, plusieurs jeunes chercheurs de la Chaire ont su trouver des emplois, académiques ou non, tant en France qu'à l'international. Petit à petit, un réseau de chercheurs associés et d'experts se développe et enrichit notre capacité à contribuer au développement des connaissances et à l'éclairage de la décision.

Cette année charnière, pour nous comme pour bien d'autres, sera celle où, nous l'espérons, nous aurons su à la fois atteindre une certaine maturité et poser les bases de nouvelles dynamiques stimulantes pour explorer des sujets tels que la décentralisation des écosystèmes énergétiques ou de la mobilité du fait de l'impératif écologique, l'organisation du secteur de la santé, les modalités d'élaboration des politiques publiques, ou encore les enjeux de gouvernance portés par la transformation numérique. Sur tous ces objets, nous continuerons à articuler recherche académique et organisation de réflexions collectives, comme ce fut le cas lors du rare colloque en « présentiel » organisé *in extremis* à l'automne, avec et au Conseil d'État sur la régulation des données.

Merci encore à tous ceux qui animent, soutiennent ou s'impliquent dans les travaux de la Chaire. C'est une aventure collective très enthousiasmante !

LA CHAIRE

La Chaire Gouvernance et Régulation est une plateforme favorisant la coopération entre parties prenantes de la régulation (autorités de régulation, entreprises, pouvoirs publics) et experts (réseaux académiques, cabinets de conseil, organisations internationales), dans le but de mieux comprendre l'économie politique de la régulation et d'en améliorer les cadres institutionnels et les pratiques.

L'importance des questions de régulation

La régulation est un élément clé de la performance économique, car elle agit tant sur la compétitivité de l'offre que sur les modalités de répartition des gains de productivité entre les différentes parties prenantes. Si la régulation peut être conçue à court terme comme un cadre établi au sein duquel ces dernières interagissent, elle ne peut être réduite exclusivement à un problème d'adaptation optimale de la structure du marché aux contraintes spécifiques de la production. En effet, à moyen terme, les technologies de production et les périmètres de marché ne sont pas exogènes, mais résultent de choix politiques et sociaux, ainsi que des stratégies des entreprises. L'enjeu d'une meilleure organisation de la gouvernance économique et de la mise en œuvre de cadres de régulation plus efficaces concerne l'ensemble des acteurs économiques, à commencer par les opérateurs des secteurs régulés ainsi que les usagers. Au-delà des surcoûts et de l'incertitude qu'entraîne une régulation inadaptée, il en va de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité de certaines activités, et *in fine*, du dynamisme industriel et commercial, de la capacité d'innovation, de l'emploi dans les secteurs concernés, et même de la compétitivité nationale, tant les secteurs régulés produisent des externalités pour le reste de l'économie et pour la société dans son ensemble.

La réponse de la Chaire

A partir d'une approche transectorielle, la Chaire Gouvernance et Régulation se donne pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique, des modalités et des performances de la régulation. Elle s'appuie sur le postulat que, pour comprendre la régulation et la faire évoluer, il convient à la fois de situer l'interaction entre régulateurs et régulés dans le cadre plus vaste des dynamiques qui président à l'organisation des industries et des marchés, et de s'intéresser à la manière dont la régulation est mise en œuvre au plan opérationnel. Cadres institutionnels et outils se conditionnent mutuellement et leurs interactions déterminent le champ des possibles en matière d'évolutions. Les thèmes abordés, comme la démarche retenue, articulant approche conceptuelle et réflexion opérationnelle, sont la garantie pour les parties prenantes de la régulation de participer à des travaux en prise avec leurs problématiques concrètes, tout en conservant une hauteur de vue pertinente et originale.

LE CLUB DES RÉGULATEURS

Afin d'associer en toute indépendance les régulateurs aux travaux de la Chaire, mais aussi pour favoriser les échanges entre eux et développer une réflexion sur leurs problématiques communes, un Club des Régulateurs a été créé.

Le Club des Régulateurs regroupe les autorités de régulation qui souhaitent coopérer sur les enjeux institutionnels, organisationnels et méthodologiques qui leur sont communs.

En effet, bien que les autorités sectorielles de la régulation aient des statuts différents selon les secteurs et les pays, elles font face à des défis communs, tant sur le plan technique (redéfinition permanente des périmètres de concurrence du fait des innovations techniques et marketing ; évolutions de la notion d'intérêt général ; complexification croissante des relations entre acteurs en raison de la « dé-intégration » des industries, etc.), que sur le plan institutionnel et organisationnel (leviers d'intervention ; statut, organisation et moyens ; recouvrement des compétences ; articulation de leur action au plan européen avec leurs homologues et avec les institutions européennes ; organisation des relations avec les parties prenantes de la régulation ; gestion des complémentarités avec les autorités de concurrence, etc.).

Un séminaire fermé annuel lui est dédié et deux conférences sont organisées chaque année par le Club et le Network of Economic Regulators de l'OCDE.

De plus, le Club participe aux activités de la Chaire.

THÉMATIQUES GÉNÉRALES

12



Objectifs et outils de la régulation

On s'intéresse à l'effectivité et l'efficacité des outils manipulés par le régulateur. On s'interroge sur leur impact réel, sur les incitations des parties prenantes ainsi que sur les risques qu'elles supportent. Il est également question de la manière dont les régulateurs peuvent organiser leur activité, développer leur expertise, asseoir leur légitimité et renforcer leur effectivité.

Stratégies des acteurs

On explore les outils à travers lesquels les diverses parties prenantes tentent d'influencer la régulation, de revenir sur leur efficacité respective, et de travailler sur la légitimité des processus à travers lesquels les protagonistes peuvent agir. La régulation doit en effet tenir compte des contraintes et préférences des opérateurs économiques (firmes installées comme nouveaux entrants), des utilisateurs (des ménages aux grands comptes), des citoyens (représentés par des ONG ou non), des pouvoirs publics (du niveau local au niveau européen), tant pour être efficace, que légitime et utile.

Innovation et grands défis

On s'interroge sur la manière dont l'innovation, la globalisation, la construction européenne, le changement climatique, la numérisation, etc., impactent les opportunités comme les risques en matière de régulation, dans le but de mieux appréhender les défis auxquels la régulation devra répondre et comment elle devra s'adapter.

Politiques publiques et cadre institutionnel de la régulation

On s'intéresse aux déterminants économiques, politiques et institutionnels des cadres de l'activité économique et aux différentes dimensions de la performance de ces derniers. L'étude de l'architecture institutionnelle présidant à l'action des régulateurs permet de mieux comprendre la portée et les limites de leur autorité, leurs

Secteurs concernés

Assurance, Banque et Finance

Audiovisuel

Communications

Énergie

Infrastructures

Transport

Recyclage

et Environnement

Santé

Services Numériques

Services Urbains

marges de manœuvre, ainsi que la manière dont leur action s'articule avec d'autres organes de gouvernance. Il s'agit aussi de s'interroger sur les divers vecteurs de la gouvernance économique.

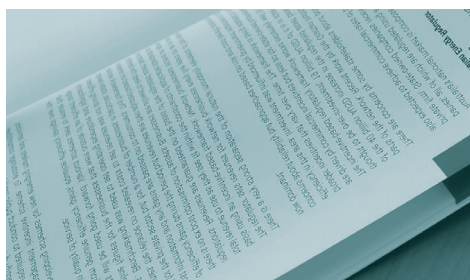
Ces grandes thématiques de travail se déclinent sur l'ensemble des trois axes d'activités de la Chaire : Recherche, Formation, Débat.

Axes d'activités

RECHERCHE



FORMATION



DÉBAT



RECHERCHE

6

GROUPES
DE TRAVAIL

29

CHERCHEURS
ASSOCIÉS

2

THÈSES
SOUTENUES

30

ÉVÉNEMENTS
ACADÉMIQUES

7

THÈSES
EN COURS

23

PUBLICATIONS
ACADÉMIQUES

12

DOCTORANTS &
POST-DOCTORANTS

Thèmes de travail et organisation

Deux grandes dimensions structurantes

Depuis sa création, les thèmes de travail de la Chaire se répartissent autour de deux grandes dimensions permettant de comprendre les problématiques de régulation à l'articulation entre l'intérêt général porté par les politiques publiques et les enjeux d'efficacité de l'économie de marché :

1. Les grands défis économiques et sociaux

Transition énergétique, big data, transformation numérique, innovations disruptives, convergence technologique, nouvelles gouvernances, cohésion sociale et territoriale, sécurité et résilience, etc...

2. Les politiques publiques et leur cadre institutionnel

Organisation de la concurrence, market design, règlement des différends, coût du capital, déontologie, stratégies d'influence, encadrement institutionnel du régulateur, internationalisation de la régulation.

Une méthode à présent bien établie

En 2020, au terme de ses cinq premières années d'existence, la Chaire a :

- consolidé ses savoirs sur ces deux grandes catégories structurantes, à partir de travaux de recherche reconnus, de thèses désormais soutenues

et de liens toujours plus fructueux avec les acteurs publics ou privés devant faire face aux enjeux correspondants ;

- mis en place un dispositif de réflexions croisées entre les parties prenantes qu'elle réunit, à savoir universitaires, experts, opérateurs régulés, régulateurs, institutions publiques.

Une nouvelle organisation du travail

Ce dispositif a été marqué en 2020 par l'organisation de **groupes de travail transversaux** impliquant un écosystème de chercheurs, de post-doctorants, de doctorants et d'experts du réseau de la Chaire. Ces groupes de travail se sont organisés de diverses manières selon les objectifs qu'ils se donnent, en accord avec les compétences et travaux qui y sont mobilisés.

Ce renforcement du dispositif a été célébré lors de la conférence organisée pour les cinq ans de la Chaire et le renouvellement de ses partenariats (cf [feuillelet central](#)). A cette occasion, a été soulignée l'importance de comprendre les enjeux de la régulation à travers le prisme de deux vecteurs essentiels de transformations économiques, politiques et sociales que sont les transitions numérique et écologique.

GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Programme de travail : Gouvernance et numérique

Groupe de travail « Régulation des plateformes numériques »

Création : Groupe lancé fin 2020.

Composition : Eco-système de 17 membres composé de doctorants, post-doctorants et chercheurs associés de la Chaire - de **Dauphine | PSL** ou d'autres universités françaises -, du **CNRS**, des experts de l'**ARCEP**, du **CSA**, de l'**OCDE**, du **Conseil d'État** et de la **Florence School of Regulation**.

Thématique : Ce groupe de travail propose de développer une réflexion commune, afin de dégager un point de vue argumenté sur la régulation des plateformes numériques dans le contexte des débats européens (et américains) en cours. Il s'agit en particulier de penser les modalités de mise en oeuvre d'une gouvernance responsable tout en permettant l'innovation. La question de l'effectivité de l'action publique et de son articulation avec les contraintes de compétitivité est aussi centrale.

Organisation du travail :

2 séminaires par mois.

Séance introductive en décembre 2020 - Thèmes prévus :

- Clés de compréhension des Digital Market Act et Digital Service Act de l'UE à travers plusieurs séances organisées autour de parties prenantes différentes
- Réflexion sur les sanctions de pratiques anticoncurrentielles et la régulation des écosystème numériques
- Retour sur le « moligopoly scenario »
- Régulation des plateformes et « compliance »
- Les points de vue des différentes parties prenantes

Résultats attendus : Publication de GovRegNotes, nouveaux projets de recherche, publications académiques.



GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Programme de travail : Gouvernance et numérique

Groupe de travail « Digital Governance Workshop »

Création : Second semestre 2020 en partenariat avec la Florence School of Regulation de l'Institut Universitaire Européen.

Composition : Éco-système de **50 membres** réunis **à l'échelle européenne**, parmi lesquels des universitaires (économie, science politique, sociologie, sciences des données, etc.), des experts de l'industrie et du monde de l'innovation, des acteurs de la décision publique.

Thématique : Le numérique tend à transformer radicalement les capacités de traitement et de circulation de l'information, et donc de coordination. L'accès transparent et ubiquitaire à l'information, le traitement juste-à-temps et adaptatif de celle-ci, l'utilisation de moyens algorithmiques, transforment les problèmes et les capacités de gouvernance collective. Ce groupe se propose de réfléchir à la remise en cause des mécanismes traditionnels de coordination, dont l'État, et aux implications et exigences d'une gouvernance plus réactive et décentralisée adaptée à des sociétés caractérisées par des modes de coordination plus agiles et personnalisés.

Organisation du travail :

Programme de travail organisé en 6 séances thématiques début 2021 et 2 séances de synthèse.

Dans le cadre de ce groupe, il s'agit de :

- Définir les piliers d'une approche européenne en matière de gouvernance numérique
- Identifier les axes et les leviers d'un programme de recherche pour la nourrir
- Initier un réseau de partenariats

Séances prévues :

- Nouvelles Opportunités Démocratiques
- Transformation de l'Action Publique
- Impacts de la numérisation sur la vie sociale et civique
- Régulation de l'Economie Numérique
- Souveraineté, sécurité et droits
- Un Nouvel Ordre International ?

Résultats attendus : Rédaction d'un livre blanc sur ces enjeux au niveau européen et d'un programme de travail.



GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Programme de travail : Régulation et transition écologique

Groupe de travail « Mobilité et électricité décentralisée »

Création : Groupe lancé en octobre 2020.

Composition : 13 participants réguliers, doctorants, post-doctorants et enseignants chercheurs (5 chercheurs de la Chaire, 8 chercheurs de **CentraleSupélec** principalement rattachés à la **Chaire Armand Peugeot**).

Thématique : La transition écologique impose le développement de systèmes de mobilité et de systèmes énergétiques plus « multimodaux » et « décentralisés ». De nouveaux entrants apportent à cet effet de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'affaires qu'il faut alors articuler avec les moyens des opérateurs traditionnels. Cela demande de nouveaux modes de coordination techniques et économiques. C'est aussi un défi pour la régulation.

Ce groupe de travail rassemble un écosystème favorisant les échanges entre économistes et ingénieurs qui partagent leurs connaissances, leurs approches et leurs méthodes.

Organisation du travail :

Séances hebdomadaires

Les sujets abordés en 2020 lors des différentes sessions ont été les suivants :

- L'économie et la technologie du véhicule électrique
- Les enjeux du green deal pour les distributeurs électriques et leur régulation
- Les modèles d'affaires de la mobilité partagée et l'émergence de la Mobility As a Service
- Les soutiens publics en faveur de la mobilité électrique
- La mise à l'échelle des nouveaux écosystèmes de la mobilité
- L'écosystème des nouveaux business modèles électriques

- Les services énergétiques comme déclencheurs de la mobilité électrique et de la transformation énergétique
- L'économie de la transition énergétique dans le secteur automobile

Résultats attendus : Définition de nouveaux projets de recherche y compris thèses, rédaction de notes de réflexion.

Groupe de travail « Économie circulaire »

Création : Groupe en cours de constitution fin 2020.

Composition : Doctorants et post-doctorants impliqués sur ce sujet.

Thématique : Ce groupe de travail a commencé par croiser des réflexions menées au sein de la Chaire sur une thèse en cours de finalisation sur les stratégies « hors-marché » des enseignes de la grande distribution dans le contexte dynamique de la transition énergétique, et une thèse démarrante sur l'organisation des filières du recyclage et les modèles de délégation de service public.

Les possibilités d'innovation des acteurs économiques dans un cadre hors marché ou sous la supervision d'une autorité de régulation, apportent un éclairage intéressant sur la manière dont les entreprises perçoivent les réglementations environnementales, mais aussi les opportunités et les risques. Ce groupe de travail permet le démarrage d'une réflexion argumentée dans le champ de la régulation de l'économie circulaire.

Résultats attendus : Consolidation d'une réflexion sur l'économie circulaire et développement de nouveaux projets de recherche.

POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRE INSTITUTIONNEL

Programme de travail : Gouvernance publique, institutions, régulation

Groupe de travail « Gouvernance publique »

Création : Groupe créé et lancé au second semestre 2020.

Composition : 7 membres réguliers (chercheurs / doctorants et post-doctorants de la Chaire) ; invités occasionnels (experts d'institutions publiques françaises et européennes).

Thématique : Le groupe de travail sur la Gouvernance publique s'intéresse aux relations entre institutions publiques et politiques, société civile et marché, et les étudie à travers le prisme des outils et concepts propres à l'analyse économique. Un accent particulier est mis sur la collecte et l'exploitation de données originales. Les travaux s'articulent autour de projets de recherche variés, portés au sein de la Chaire, comme : l'étude des archives administratives et historiques permettant d'étudier sur longue période la régulation de l'industrie et des marchés, et ses conséquences ; l'analyse des interactions entre institutions économiques et politiques ; le comportement des élus politiques et les implications sur les politiques publiques ; la fabrication des politiques européennes à travers le prisme de l'étude détaillée du processus législatif et des consultations publiques ; ou encore la comparaison des politiques réglementaires entre pays de l'OCDE.

Ces sujets sont notamment abordés de façon empirique et discutés par un groupe d'économistes et de data scientists ainsi que par des experts extérieurs.

Organisation du travail :

2 séances par mois.

Les sujets traités en 2020 ont été les suivants :

- Les régimes de gouvernance des agences de régulations dans les pays de l'OCDE
- Les consultations publiques européennes
- L'élaboration des politiques publiques et des projets réglementaires
- La représentation politique en France : renouvellement des élus et renouveau de l'action politique

Résultats attendus : Identification et développement de projets de recherche, collaborations, partenariats avec des chercheurs ou des organisations extérieures.



POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRE INSTITUTIONNEL

Programme de travail : Gouvernance publique, institutions, régulation

Groupe de travail « Régulation des complémentaires santé »

Création : Groupe créé et lancé en février 2020.

Composition : 6 membres réguliers (Enseignants-chercheurs et post-doctorants de la Chaire et associés à la Chaire) ; participation fréquente d'acteurs du marchés (assureurs, mutualistes, fédérations professionnelles, DRH, réseaux de soins).

Thématique : Ce groupe de travail se focalise sur l'analyse des évolutions et du fonctionnement du marché de l'assurance maladie complémentaire (AMC) en France. L'AMC représente 13,4% des dépenses de santé et constitue un deuxième étage de couverture après l'assurance maladie obligatoire (AMO), couvre plus de 95 % de la population. 37 milliards d'euros de cotisations sont collectées au titre de l'AMC. C'est, par ailleurs, un secteur qui s'est fortement ouvert à la concurrence ces dernières années et qui a été significativement impacté par les évolutions de la réglementation prudentielle. La combinaison de ces éléments a induit une concentration de l'offre. Cette dernière reste cependant marquée par la coexistence d'acteurs très hétérogènes reposant sur des modèles d'affaires contrastés et développant des stratégies différenciées. Il en résulte des évolutions complexes d'un marché très segmenté entre diverses catégories de bénéficiaires. Tant les pouvoirs publics que les parties prenantes dressent le constat des défaillances du mode de régulation de ce marché (telle l'inflation des dépenses en optique, la mauvaise couverture de certaines catégories de dépenses et la persistance d'inégalités en matière d'accès aux soins). Le projet vise à approfondir la connaissance de

ce marché en analysant les modalités de concurrence entre offreurs, le comportement de la demande, et les effets des réformes réglementaires sur le fonctionnement du marché. L'approche micro-économique retenue cherche à mieux documenter la diversité des offreurs, celle des bénéficiaires ainsi que les détails organisationnels du fonctionnement du marché (e.g. rôle des intermédiaires, circuits de commercialisation, etc.) afin de mieux comprendre l'origine des défauts d'ajustement entre offre et demande.

Organisation du travail :

2 séances par mois.

Les sujets abordés en 2020 lors des différentes sessions ont été :

- Organisation et évolution du marché de l'assurance complémentaire santé
- Conséquences du nombre de fusions élevées dans le marché de l'AMC sur la diversité des produits offerts aux assureurs
- Fonctionnement et influence des réseaux de soins
- Organisation et évolution du marché de l'optique

Résultats attendus : GovReg Notes (Marché de la complémentaire santé en France, Optique), article scientifique sur les déterminants de ces demandes de couverture complémentaire et le rôle des acteurs de l'assurance dans la régulation de l'offre de soin.





Thèses 2020

Thèses en cours

Régulation, modèles d'affaires et performance environnementale et économique pour l'industrie du recyclage.

par Rami Benabdelkrim

CIFRE 

L'Union Européenne s'est dotée d'objectifs ambitieux en matière de recyclage, et certains membres affichent des objectifs encore plus exigeants. L'organisation des filières du recyclage obéit cependant à des principes assez contrastés dans les différents pays de l'Union. On observe à la fois des modèles de délégation de service public par l'autorité publique qui est alors « organisatrice » de la filière et des modèles laissant plus de marges de manœuvre aux acteurs qui peuvent innover en matière d'offre de service sous la supervision d'une autorité de régulation, comparable à une autorité sectorielle.

Les différentes options explorées seront comparées tant en termes de performances économiques que de performances environnementales, notamment à travers l'analyse du travail réalisé par les éco-organismes.

Analyse comparative des régimes de régulation au sein de l'UE

par Carlos Gonzalez Regalado



L'impact de la gouvernance et de la régulation sur les performances économiques est peu documenté en économie. Des méthodes et indicateurs ont été proposés pour mesurer les impacts statiques et dynamiques générés par les choix institutionnels, qui sont internalisés par les agents en amont du déploiement de leurs investissements et de leur stratégie commerciale. Cette recherche tente d'identifier les effets de la réorganisation institutionnelle sur un panel étendu d'indicateurs de performance industrielle, tels que les prix, la qualité de service et les externalités produites dans les industries de réseau. De plus, ce travail étudie les canaux que la gouvernance emprunte pour influencer sur la performance. Il s'agit aussi d'analyser les caractéristiques sectorielles les plus sensibles à telle ou telle forme institutionnelle mise en oeuvre.

23

Élaboration de nouvelles mesures de l'innovation à partir de descriptions textuelles et de modèles de sujets

par Reem Ismail

CIFRE technopolis
group 

L'objectif de la thèse est de développer des méthodes originales de mesure et de détection de l'innovation, complémentaires des techniques existantes, en exploitant des approches de machine learning appliquées à des bases de données textuelles. Depuis plusieurs décennies, l'innovation a en effet été étudiée à travers différentes approches permettant de construire des indicateurs robustes pour mesurer la croissance des industries et des entreprises en la matière. Ces méthodes exploitent notamment des bases de données de brevets. Cependant, elles ont aussi fait l'objet de critiques de la part de la communauté scientifique, l'utilisation des brevets étant nettement plus répandue dans certains secteurs (comme les biotechnologies) par rapport à d'autres (comme les logiciels ou encore toutes les innovations dites d'usage). En outre, les bases de données mobilisées sont imparfaites. Tout cela fonde l'utilité voire la nécessité d'indicateurs complémentaires, à l'instar de ceux que permettent de construire les données textuelles aujourd'hui disponibles. Les récentes améliorations en sciences des données ont ainsi ouvert la voie au développement de nouvelles méthodologies de mesure de l'innovation grâce aux descriptions textuelles basées sur des techniques dites de NLP (Natural Language Processing, « text-mining »).

Les stratégies hors-marché et l'autorégulation dans la grande distribution en transition vers l'économie circulaire.

par Agnieszka Marta Majewska

Le projet de recherche porte sur les stratégies dites « hors-marché » mises en place par des enseignes de la grande distribution dans le contexte dynamique de la transition vers l'économie circulaire. L'objectif est d'analyser des initiatives volontaires en matière de prévention et gestion de déchets et leurs mises en valeur auprès des diverses parties prenantes, que sont les décideurs politiques, les organisations non-gouvernementales, ou encore le public. L'approche

retenue permet d'identifier des canaux d'influence qui mobilisent l'autorégulation comme un levier pour modifier les relations entre l'entreprise et son environnement non marchand.

Analyse empirique des nouveaux cadres réglementaires et modèles économiques pour la transition écologique

par Isac Olave

Les cadres réglementaires traditionnels de gestion des réseaux énergétiques et de la mobilité visaient historiquement à traiter avec des acteurs dominants intégrés verticalement. Cette approche est remise en cause par l'émergence de systèmes de production polycentriques et multimodaux découlant du développement de nouveaux marchés portés par la combinaison de la transition écologique et de la transformation numérique. Cette thèse analyse empiriquement les nouveaux cadres réglementaires et les modèles économiques pour gérer des modèles industriels multi-acteurs plus décentralisés dans ces secteurs, notamment celui de la mobilité.

L'activité des groupes d'intérêt au sein de l'Union Européenne

par Hugo Subtil

La Commission européenne a le devoir de procéder à de « larges consultations des parties concernées » sur toutes ses initiatives. La consultation des parties prenantes est un processus consistant à recueillir des réactions, des commentaires et des informations sur un domaine d'action spécifique de l'UE. Elle donne l'occasion aux différentes parties prenantes de contribuer à l'élaboration des politiques lorsque la Commission prépare une initiative politique ou évalue des interventions existantes.

Si le projet de thèse vise une meilleure compréhension de l'influence concrète des groupes d'intérêt à l'échelle européenne dans leur ensemble, Hugo Subtil s'intéresse tout particulièrement au processus de consultation publique. En effet, il a longtemps été difficile de mesurer l'influence de ces groupes - ou lobbies - car les données numériques, lorsqu'elles existaient, étaient

parcellaires où peu fiables. Le Natural Language Processing permet en revanche de caractériser un groupe sémantique de manière automatisée. Ainsi le but de cette thèse est de mesurer la position technique des lobbies sur différents spectres afin de transposer celle-ci sur le champ politique et d'analyser comment les lois et règlements européens sont influencés par les différentes catégories d'acteurs.

Innover dans un environnement interdépendant, coûteux et incertain sur le plan de la régulation : le cas de l'écosystème de la mobilité

par Maria Teresa Aguilar Rojas

Susceptibles d'apporter diverses solutions à de nombreux problèmes de transport, la mobilité autonome et la mobilité électrique connectée ont pris de l'ampleur au cours de la dernière décennie. Cependant, la transition généralisée vers ces innovations n'a pas encore eu lieu. Plusieurs facteurs influencent en effet le rythme de diffusion de ces technologies. Premièrement, les entreprises actives dans l'écosystème de la mobilité sont très interdépendantes les unes des autres mais ont des intérêts parfois contradictoires, ce qui pourrait potentiellement nuire à leur coopération. Deuxièmement, la réglementation et la régulation ne sont pas encore pensées selon ces innovations. Troisièmement, les innovations nécessitent des changements d'infrastructure et les acteurs du marché doivent supporter des coûts irrécupérables. Les entreprises sont conscientes de ces goulots d'étranglement et s'engagent dans différentes stratégies pour les dépasser. Ce travail de thèse vise à identifier et à comprendre les stratégies développées par les acteurs de la mobilité pour relever les défis de la transition écologique et de la montée en puissance des innovations propres à l'écosystème de la mobilité.

Thèses soutenues

La régulation à l'épreuve de l'innovation : le cas de la publicité en ligne

par Théophile Megali

CIFRE



Les enjeux de la publicité en ligne sont nombreux : effectivité, "privacy", qualité des mesures de l'audience, etc. Ce projet visait à étudier la façon dont les systèmes de régulation propres à ce secteur s'organisent et traitent ces questions. Cette thèse contribue à analyser la façon dont la régulation peut appréhender la transformation numérique.

Théophile Megali a été recruté par le CSA à l'issue de sa soutenance et est, depuis septembre 2020, chercheur associé de la Chaire.

Motivations des participants de l'économie du partage

par Dianzhuo Zhu

CIFRE



Cette thèse visait à mieux comprendre les motivations et les comportements des participants à l'économie collaborative, en se focalisant en particulier sur l'articulation entre motivations monétaires et non-monétaires. Elle s'est appuyée sur des expériences *in situ* menées en collaboration avec une start-up de covoiturage péri-urbain et rural.

Dianzhuo Zhu a été recrutée comme post-doctorante au sein de la Chaire en septembre 2020, à l'issue de sa soutenance de thèse.

Doctorants / Post-doctorants

Maria Teresa Aguilar Rojas



Maria Teresa Aguilar Rojas est doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. Sa recherche porte sur les effets de la régulation environnementale sur l'innovation en matière de mobilité électrique. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2017, Maria a travaillé au sein d'une entreprise française de consulting énergétique, Enerdata. Elle a également collaboré avec l'Institut d'Économie Industrielle (IDEI) et le Gouvernement Andorran à propos de l'implémentation d'un programme de compensation des émissions de carbone dans ce pays. Maria est titulaire d'un Master en Économie de l'environnement et des ressources naturelles de l'École d'Économie de Toulouse. Elle a enseigné en tant qu'Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à Dauphine-PSL à partir de la rentrée 2020.

Antoine Cazals



Antoine Cazals est chercheur postdoctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation depuis septembre 2018. Ses recherches s'attachent à l'analyse des interactions entre institutions économiques et politiques, leurs effets sur le comportement des élus politiques et leurs implications sur des thématiques plurielles dont l'enjeu est central aux processus de développement économique et social. Reposant sur l'utilisation d'outils statistiques et économétriques, ses travaux se sont notamment intéressés à la coopération internationale, la politique budgétaire, aux investissements étrangers et l'aide publique au développement. Antoine Cazals est titulaire d'un Doctorat d'Économie de l'Université Clermont-Auvergne, d'un Master en Économie internationale et d'un autre en gestion de projets obtenus au sein du Centre d'Études et de Recherche sur le Développement International (CERDI).

Rami Benabdelkrim

CIFRE 



Titulaire d'un Master Recherche de politiques publiques de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Rami Benabdelkrim est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'université Paris Dauphine-PSL. Sa thèse porte sur les modèles d'affaires et de régulation du recyclage et est co-dirigée par Éric Brousseau et Jean-Beuve. L'objectif de la thèse est d'analyser les modèles alternatifs d'organisation des filières de recyclage en fonction du rôle dévolu à l'autorité publique, et de la liberté de manœuvre corrélative donnée aux opérateurs du secteur en termes d'offre commerciale et de choix de modèle d'affaires. Il a rejoint la Chaire à la rentrée 2020 pour y préparer sa thèse en CIFRE avec Ecologic.

Carlos Gonzalez Regalado



Carlos Gonzalez Regalado est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. Ses recherches portent actuellement sur l'analyse des régimes de régulation au sein de l'UE. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2017, il a travaillé pour le gouvernement équatorien sur des sujets liés à l'énergie, au commerce et à la concurrence. Carlos est titulaire d'une licence en économie de l'Université Pontificale Catholique d'Équateur et détient un Master en Économie ainsi qu'un Master en Économie mathématique et économétrie de l'Université de Tilburg.

Reem Ismail

CIFRE 



Titulaire du Master IREN de Dauphine et d'un Master en innovation d'entreprise de l'École Polytechnique, Reem Ismail est doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. L'objectif de sa thèse est d'étudier et de développer des méthodes originales de mesure et de détection de l'innovation, complémentaires des techniques existantes, en exploitant des approches de machine learning. Elle a rejoint la Chaire à la rentrée 2020 pour y préparer sa thèse.

Arrah-Marie Jo



Arrah-Marie Jo était en 2020 post-doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. Ses recherches portent sur l'économie de la cyber-sécurité. Elle s'intéresse notamment au marché des failles de sécurité pour étudier le comportement des acteurs majeurs de la sécurité, comme les éditeurs de logiciels, les communautés de hackers, et les firmes de sécurité. Arrah-Marie est titulaire d'un Doctorat d'Économie de Télécom Paris ; elle est également diplômée de l'école de commerce et d'un Master en ingénierie des systèmes d'information de l'IMT Business School, ainsi que du Master en Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN) de l'Université Paris-Dauphine. Son expérience durant 4 ans en management des systèmes d'information en tant que consultante dans des cabinets tels que Deloitte et CGI Business Consulting lui permet d'ajouter à son approche académique une expertise plus tangible du domaine. Elle a rejoint l'IMT Atlantique comme Maître de conférences à la rentrée 2020.

Agnieszka Marta Majewska



Agnieszka Marta Majewska est doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. Sa recherche porte sur les stratégies hors marché des entreprises dans le secteur de la grande distribution. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2016, Agnieszka travaillait comme chef de projet en développement international au sein d'une entreprise française de services en efficacité énergétique. Diplômée en 2013 de SciencesPo Paris, elle détient également un Master en socio-économie obtenu à l'Université Adam Mickiewicz en Pologne.

Isac Olave



Titulaire d'un Master en Économie Appliquée de l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM) et d'un Master d'Économie de Paris School of Economics (PSE), Isac Olave est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'université Paris Dauphine-PSL. Sa thèse analyse empiriquement les nouveaux cadres réglementaires et les modèles économiques permettant de gérer des modèles industriels multi-acteurs plus décentralisés dans les secteurs de l'énergie et de la mobilité. Il a rejoint la Chaire à la rentrée 2020 pour la préparer.

Hugo Subtil



Titulaire d'un Master d'Économie de l'Institut Polytechnique de Paris, Hugo Subtil est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'université Paris Dauphine-PSL, en codirection avec le CREST (X, ENSAE, ENSAI). Sa thèse porte sur les groupes d'intérêts d'échelle européenne. Par ailleurs, il continue d'étudier les dynamiques d'apprentissage dans la manipulation du Libor. Il a rejoint la Chaire à la rentrée 2020 pour y préparer sa thèse.

Alexandre Volle



Titulaire d'un Doctorat d'Économie de l'Université de Montpellier et d'un Master recherche de Paris School of Economics, Alexandre Volle est chercheur post-doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation sur le projet des complémentaires santé. Ses centres d'intérêt portent d'une part sur l'effet et l'atténuation des phénomènes de sélection adverse et d'aléa moral sur les marchés verts et sur ceux de l'assurance maladie, du point de vue de l'organisation industrielle de ces marchés. D'autre part, Alexandre a aussi développé des travaux sur l'économie institutionnelle, en particulier dans le domaine parlementaire.

Dianzhuo Zhu



Dianzhuo Zhu était doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de 2015 à 2020. Elle y a soutenu sa thèse en juin 2020 et y est à présent post-doctorante. Sa recherche porte sur les comportements individuels dans la pratique de covoiturage ainsi que ses impacts sur le secteur du transport. Elle est titulaire d'un Master en Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN) de l'Université Paris-Dauphine et d'une licence en économie et en langue française de l'Université de Pékin.

Jean-Marc Zogheib



Titulaire d'un Doctorat d'Économie, (Telecom Paris, contrat Orange), spécialisé en organisation industrielle et d'un Master recherche en Économie à la Toulouse School of Economics, Jean-Marc Zogheib a été chercheur post-doctorant au sein de la Chaire sur le projet des complémentaires santé durant le premier semestre 2020, il a été recruté comme Maître de Conférences à l'Université de Nanterre à partir de septembre 2020.

Stagiaires de la Chaire

De nombreux stagiaires ont contribué aux travaux de recherche de la Chaire tout au long de l'année 2020.

Diego Cebreros

Octobre 2020 –Septembre 2021 (stage en partenariat avec CentraleSupélec)
Etudiant au sein du Master IREN, ancien conseiller au Ministère de l'environnement du Pérou

Lucas Chartier

Avril-Juillet 2020
Etudiant au sein du Master PSL « Institutions, organisations, économie et société », mention sciences économiques et sociales (Dauphine, Mines Paris Tech, EHESS)

Nicolas Eyrolle

Octobre 2020-Mars 2021
A présent stagiaire comme Data Scientist au sein de l'Autorité de la concurrence, titulaire d'un Master en mathématiques appliqués

Mathilde Forest

Février-Juillet 2020
A présent consultante junior chez Erdyn Conseil en Innovation, en alternance, étudiante au sein de Master IREN

Zichuan Li

Novembre 2020 – Août 2021
Etudiant au sein du Master Economie Quantitative (Dauphine), titulaire du Master IREN

Saleck Medani

Décembre 2019 – Avril 2020
A présent Chef du Département Concurrence et Prospective, au sein de l'Autorité de Régulation de Mauritanie, titulaire du Master IREN

Malik Mouhakher

Avril-Juillet 2020
Thèse en sociologie en cours, titulaire du Master PSL « Institutions, organisations, économie et société », mention sciences économiques et sociales (Dauphine, Mines Paris Tech, EHESS)

Lilas Pastré

Juillet 2020 –Juillet 2021
Etudiante au sein de la Licence PSL-CPES, spécialité Économie

Chercheurs associés

Hervé Alexandre



Professeur de Finance, Université Paris Dauphine-PSL
Directeur scientifique de la Chaire FinTech, Université Paris Dauphine-PSL

Eshien Chong



Chief Economist
Autorité de la Concurrence Hong Kong

Amanda Alvès



Chargée de mission Ministère de l'Économie et des Finances / Économie numérique

Anna Creti



Professeur d'Économie
Université Paris Dauphine-PSL
Directrice de la Chaire Économie du Climat, Université Paris Dauphine-PSL

Claudie Boiteau



Professeur du droit public
Université Paris Dauphine-PSL

Georges Decocq



Professeur de droit
Université Paris Dauphine-PSL

Jean Beuve



Maître de Conférence en Économie, Université Paris Panthéon-Sorbonne

Adrien de Hauteclocque



Chef de cabinet du Président du Tribunal à la cour de Justice de L'UE

Anne Epaulard



Professeur d'économie
Université Paris Dauphine-PSL

Daniel Herrera



Maître de conférence en économie
Université Paris Dauphine-PSL

David Ettinger



Professeur d'économie
Université Paris Dauphine-PSL

Henri Isaac



Maître de conférence en gestion
Université Paris Dauphine-PSL

Laurence Folliot-Lalliot



Professeur de droit public
Université Paris Nanterre

Julien Jourdan



Professeur de stratégie
HEC Paris

Zsuzsanna Fluck



Professeur de finance
Université Paris Dauphine-PSL
Michigan State University

Emmanuel Lazega



Professeur de sociologie
SciencesPo Paris

Sophie Harnay



Professeur en sciences économique
Université Paris Nanterre

Emmanuel Lorenzon



Maitre de Conférences en Economie
Université Grenoble-Alpes

Théophile Megali



Chargé de mission « Marchés
et Solutions Publicitaires »
Conseil Supérieur de l'Audiovisuel

Stéphane Saussier



Professeur de gestion
IAE de Paris
Directeur de la Chaire Economie des
Partenariats Publics Privés (IAE de
Paris)

Sultan Mehmood



Professeur associé
New Economic School de Moscou
Chercheur visiteur Barcelona
Graduate School of Economics

Carine Staropoli



Maître de conférences en économie
Université Panthéon-Sorbonne

Sophie Méritet



Maître de conférences en économie
Université Paris-Dauphine-PSL

Joëlle Toledano



Professeur émérite d'économie
Membre de l'Académie des
Technologies
Membre du CNNum (Conseil
National du Numérique)

Yannick Perez



Professeur d'Économie
CentraleSupélec

Alexis Tsoukias



Directeur de recherche
en informatique
CNRS et LAMSADE, Dauphine

Alessandro Riboni



Professeur d'économie
École Polytechnique

Jordana Viotto



Professeur associé
University of Edinburgh Business
School

Jean-Marc Zogheib



Maître de conférence en économie
Université Paris Nanterre, (rentrée
2020)



Séminaires de recherche

21 janvier 2020 Séminaire académique, **Marie-Laure Allain (Ecole Polytechnique)**

10 mars 2020 Séminaire académique, **Natalia Fabra (Universidad Carlos III de Madrid)**

17 mars 2020 – 19 mai 2020 Séminaires internes de recherche hebdomadaires, tous organisés en ligne autour **des doctorants et post-doctorants de la Chaire et de l'équipe Governance Analytics** : 10 séances sur cette période.

26 mai 2020 Séminaire académique, **Julien Jourdan (Université Paris Dauphine-PSL, chercheur associé de la Chaire)**

02 juin 2020 Séminaire académique, **Daniel Herrera (Université Paris Dauphine-PSL, chercheur associé de la Chaire)**

08 juin 2020 Soutenance de thèse de **Dianzhuo Zhu**

09 juin 2020 Séminaire académique, **Frédéric Marty (Université Côte d'Azur)**

16 juin 2020 Séminaire académique, **Arnaud Orain (Université Paris 8)**

23 juin 2020 Séminaire académique, **Joëlle Toledano (Université Paris Dauphine-PSL, chercheuse associée de la Chaire)**

24 juin 2020 Soutenance de thèse de **Théophile Megali**

30 juin 2020 Séminaire académique, **Éric Brousseau (Université Paris Dauphine-PSL, Directeur scientifique de la Chaire)**

29 septembre 2020 Séminaire académique, **Katrin Millock (CNRS, PSE)**

15 septembre 2020 – 10 novembre 2020 Séminaires internes de recherche hebdomadaires, tous organisés en semi-présentiel puis intégralement en ligne autour **des doctorants et post-doctorants de la Chaire et de l'équipe Governance Analytics** : 5 séances sur cette période.

03 novembre 2020 Séminaire académique, **Marianne Verdier (Université Paris 2 Panthéon-Assas)**

01 décembre 2020 Séminaire académique, **Pierre Boyer (Ecole Polytechnique, CREST)**

08 décembre 2020 Séminaire interne, **Théophile Megali et Sébastien Lecou, membres du Club des Régulateurs (CSA)**

15 décembre 2020 Séminaire interne, **Bruno Chaves pour une présentation des travaux de Governance Analytics**



Publications académiques

36



Articles

Boiteau C., Louvaris A., « La judiciarisation de la régulation économique », *AJDA : Actualité juridique. Droit administratif*, n°27, p. 1521

Chrétien J., Isaac H., « Repenser la politique d'aménagement du territoire à l'heure de la métropolisation et de la plateforme », *Annales des Mines - Enjeux Numériques*, n°11, p. 50-57

Decocq G. (2020), « Covid 19 et droit de la concurrence », *Revue de jurisprudence commerciale : ancien Journal des agrées*, p. 15-27

Ettinger D., Jehiel P., "An experiment on deception, reputation and trust", *Experimental Economics*, numéro de décembre 2020

Fancello G., Tsoukiàs A., "Learning urban capabilities from behaviours. A focus on visitors' values for urban planning", in press in *Socio-Economic Planning Sciences*, 2020. DOI: 10.1016/j.seps.2020.100969. Preliminary version.

Fancello G., Conju T., Tsoukiàs A., "Mapping Walkability: a subjective value theory approach", in press in *Socio-Economic Planning Sciences*, vol. 72, 2020. DOI: 10.1016/j.seps.2020.100923. Preliminary version.

Isaac H., « Stratégie & Intelligence artificielle », *Annales des Mines - Enjeux Numériques*, n°12, p. 23-30, 604 p.

Pluchinotta I., Giordano R., Zikos D., Krueger T., Tsoukiàs A. (2020), "Integrating Problem Structuring Methods And Concept-Knowledge Theory For An Advanced Policy Design: Lessons From A Case Study In Cyprus", *Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice*

Raboun O., Chojnacki E., Duffa C., Insua D., Tsoukiàs A. (2020), "Spatial risk assessment in case of multiple nuclear release scenarios", *Socio-Economic Planning Sciences*, vol. 70, p. 100721

Richard A., Mayag B., Talbot F., Tsoukiàs A., Meinard Y., "What does it mean to provide decision support to a responsible and competent expert? The case of diagnostic decision support systems", *EURO Journal on Decision Processes*, vol. 8, 205 - 236, 2020. DOI: 10.1007/s40070-020-001167. Preliminary version.

Ouvrages & Chapitres d'ouvrages

Boiteau, C., « Titre 4 - La régulation des activités économiques », chapitres 1 à 6., *Lamy Droit Public des Affaires* (dir. L. Rapp et Ph. Terneyre)

Chaffey D., Ellis-Chadwick F., Isaac H., Mercanti-Guérin M. (2020), *Marketing Digital*, Montreuil: Pearson, 604 p.

Isaac H., « La transformation numérique du marché publicitaire français: quand les clients deviennent des concurrents », *Dauphine Recherches en Management, L'Etat du Management 2020*, Paris, La Découverte.

Toledano, J., *Gafa Reprenons le pouvoir !*, Paris, Odile Jacob, 2020.

Prix du livre d'économie 2020



Working papers

38

Volle A., González P., "Championing and Shaming Strategies in a Confused Market: Which One to Use?" *GovReg Working Paper series*, Issue 2020/11

Mehmood S., "Judicial Independence and Development: Evidence from Pakistan", *GovReg Working Paper series*, Issue 2020/11

Lorenzon E., "Zero Rating, Content Quality", *GovReg Working Paper series*, Issue 2020/12

Lorenzon E., "Uninformed Bidding in Sequential Auctions", *GovReg Working Paper series*, Issue 2020/12

Zhu D., "The Limit of Money in Daily Ridesharing: Evidence from a Field Experiment in Rural France", *GovReg Working Paper series*, Issue 2020/07

M. Alves A., Brousseau É., Yeung T., "The Dynamics of Institution Building: State Aids, the European Commission, and the Court of Justice of the European Union" *GovReg Working Paper series*, Issue 2020/05

Brousseau E., "The economics of multi-level governance : on the benefits of overlapping jurisdictions", *GovReg Working paper series*, Issue 2020/01

Brousseau E., Cazals A., Habibpourfatideh M., "May Weberian bureaucracies be instruments of change in non-democratic regimes? The case of the 18th Century French 'Bureau du Commerce", *GovReg Working papers series*, Issue 2020/05

Brousseau E., Gonzalez-Regalado C., "Comparative analysis of regulatory governance regimes in the OECD", *GovReg Working paper series*, Issue 2020/11

FORMATION

4 Formations de Master 2

**44 vidéos pédagogiques
sur la plateforme LEARN
IOE**

15 contributeurs

Formations initiales

« Le master IREN m'a permis d'acquérir les outils et les connaissances économiques nécessaires pour évoluer dans ce milieu de l'industrie numérique. »

Maude Hasbi
Promotion 2011-2012

Chercheur en économie numérique
à la division Science Technologie et Société chez Chalmers

Master Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN)

Le Master Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN), cohabilité entre Dauphine I PSL, l'École Polytechnique, Télécom Paris, CentraleSupélec et l'Université Paris-Saclay, a pour objectif de former des étudiants de haut niveau maîtrisant les principes de fonctionnement des industries de réseau et de l'économie numérique, dotés de capacités d'analyse et de méthodologie permettant de suivre des phénomènes en forte évolution, soit dans l'univers de la recherche et de l'enseignement supérieur, soit à des postes opérationnels dans les entreprises, les administrations, les groupements de consommateurs ou d'utilisateurs, les institutions de la régulation.

<http://masteriren.eu>

Master Management des Télécoms et des Médias

Au cœur des mutations médiatiques actuelles, le Master Management des Télécoms et des Médias (Master 226), dirigé par Henri Isaac, permet à des étudiants aux profils variés d'acquérir des enseignements de qualité dans le secteur des télécommunications et des médias. Cette filière universitaire ouverte sur la vie professionnelle a plus de 30 ans d'expérience et est conçue pour préparer à des spécialités pour lesquelles les étudiants trouveront aisément des débouchés tant en France qu'à l'étranger.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/systemes-information-reseaux-et-numerique/m2-management-des-telecoms-et-des-medias>

Master Droit et Régulation des Marchés

Le Master Droit et Régulation des Marchés (Master 291), dirigé par Claudie Boiteau, répond aux nouvelles exigences de qualification professionnelle des juristes dont les fonctions nécessitent, dans le domaine des marchés régulés, la compréhension et la maîtrise des réglementations et procédures, notamment contentieuses, ainsi que des mécanismes économiques associés.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/droit/m2-droit-et-regulation-des-marches>

Master Banque et Finance

Le Master Banque et Finance (Master 224), dirigé par Hervé Alexandre, offre une formation qui couvre l'ensemble des métiers et des activités bancaires et financières afin de donner aux étudiants une solide culture professionnelle et scientifique et de leur permettre d'opérer des choix de spécialité grâce à un jeu d'options et de modules largement diversifiés.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/finance/m2-banque-et-finance>



FORMATION EN LIGNE : LEARN IOE

www.learnioe.org/



En s'appuyant sur son solide réseau international, notamment la Society for Institutional and Organizational Economics (SIOE) et l'Institutional and Organizational Economics Academy (IOEA, école annuelle de printemps rassemblant des chercheurs du monde entier ; édition 2020 annulée en raison du Covid-19), la Chaire a mis au point une série de tutoriels vidéos disponibles en libre accès en ligne portant sur les fondements de l'économie des institutions et des organisations. Organisé autour de séquences d'une dizaine de minutes chacune, qui peuvent s'articuler entre elles et être complétées par des informations comme des textes de référence, le projet Learn IOE s'adresse aux étudiants et aux chercheurs travaillant sur l'économie de la gouvernance et s'intéressant aux interactions entre dynamiques politiques, sociales, institutionnelles et économiques. L'ensemble a vocation à devenir une ressource de référence qui s'enrichira avec le temps comme cela a commencé à être le cas en 2020 : « Learn IOE » propose à présent 44 vidéos en ligne.



Ces tutoriels en ligne, tous en anglais portent notamment sur :

- La raison d'être de la régulation
- L'économie politique de la régulation et des institutions
- La théorie des enchères
- Le market design
- Les déterminants de la politique environnementale
- La gouvernance économique

TRADEOFFS OF
INCLUSION:
DEVELOPMENT BEFORE LIBERALISM

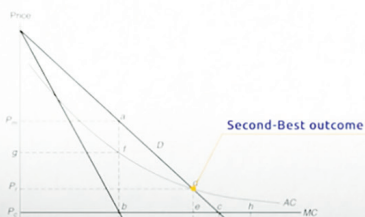
THE DRIVERS OF INSTITUTIONAL EVOLUTION 6

- The crisis of the late 5thC BCE
- The constitutional balance between the elite and demos
- The need to include non-citizen economic actors
- The case of litigation rights
- The compromise between Athenians



REGULATION AND
TECHNOLOGICAL
CHANGE. IN THEORY AND IN PRACTICE

RAMSEY PRICING 3



Organisation de la plateforme par thématiques

Governance Regimes

Organizations

Political and Institutional Dynamics

Institutions, Exchange and Coordination



Daniele ATTIAS

DÉBAT

8

CONFÉRENCES ET
PETITS-DÉJEUNERS

70

INTERVENANTS

13

NOTES DE RÉFLEXION :
SYNTHÈSE DE CONFÉ-
RENCES, GOVREG
NOTES, PRESSE

20

VIDÉOS

Événements

Quel avenir pour l'application de la tarification incitative à l'offre de soins ?

Petit-déjeuner

Chaire

27 février 2020

Matthew Bell Directeur, Frontier Economics

François Crémieux Directecteur général adjoint, AP-HP

Pierre Maitrot Directeur des affaires publiques, ELSAN

Karim Hatem Senior Partner, Ylios

La Tokénisation des infrastructures

Conférence - House of Finance Days

Chaire

4 mars 2020

Xavier Laurent Blockchain Community Leader, Crésit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB)

Karen Azoulay Head of Infrascture DEBT, BNP Paribas

Reyan Lamrani Token Capital Market

Anfri Rabetanety SProject Lead, Real Estate Tokenization, Swiss Crypto Advisor

Conférence co-organisée par la Chaire Gouvernance et Régulation, la Chaire Fintech et le Master Banque et Finance (224) de Dauphine dans le cadre des "House of Finance Days"

Transformation numérique, transition écologique : quels enjeux de gouvernance ?

Conférence - anniversaire

Chaire

8 juillet 2020

Conférence anniversaire des 5 ans de la Chaire et renouvellement des partenariats

Thomas Courbe Directeur général des entreprises (Ministère de l'Economie et des Finances)

Thierry Pech Directeur Général de Terra Nova

La régulation des plateformes

Séminaire fermé

Club

25 septembre 2020

Maya Bacache ARCEP, Club des Régulateurs

Jean-Yves Ollier Conseil d'Etat, associé à la Chaire et au Club

Joëlle Toledano Professeure émérite associée à la Chaire et au Club

Dominique Jamme CRE, Club des Régulateurs

Christophe Cousin et Sébastien Lecou CSA, Club des Régulateurs

Anna Butlen HADOPI, Club des Régulateurs

L'accès aux infrastructures ferroviaires

Petit-déjeuner

Chaire

22 octobre 2020

Laurence Daziano Directrice de la régulation, SNCF VOYAGEURS

Olivier Salessse Directeur du transport ferroviaire, Autorité de Régulation des Transports (ART)

Claude Steinmetz Directeur ferroviaire France, TRANSDEV

Éric Brousseau Directeur scientifique, Chaire Gouvernance et Régulation & Club des Régulateurs

Gouvernance et régulation des données

Conférence

Chaire et Conseil d'État

23 octobre 2020



Bruno Lasserre Vice-président du Conseil d'Etat

Alain Fuchs Président de l'université PSL

Antonio Maria Battesti Responsable des affaires publiques de Facebook France

Marie-Laure Denis Présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés

Roch-Olivier Maistre Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel

Thierry Vedel Chercheur au CEVIPOF, Sciences Po & CNRS

Jamal Atif Professeur à l'université Paris Dauphine-PSL, Directeur scientifique adjoint de l'Institut PRAIRIE

Alexandre Lallet Rapporteur public à la section du contentieux du Conseil d'Etat
Winston Maxwell Directeur d'études, droit et numérique, Télécom Paris
Joris Plingers Délégué à la protection des données, Cour de justice de l'Union européenne
Dominique Jamme Directeur général des services de la Commission de régulation de l'énergie
François Lhemmery Vice-président des affaires réglementaires de Criteo
Jean-Yves Ollier Conseiller d'Etat
Werner Stengg Expert au cabinet de Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, pour Une Europe adaptée à l'ère du numérique
Miguel Amaral Senior Economist, OCDE
Henri Isaac Maître de conférence à l'université Paris Dauphine-PSL, membre du Conseil national du numérique
Yves-Alexandre de Montjoye Professeur associé, Imperial College (Londres)
Fabienne Siredey-Garnier Vice-présidente de l'Autorité de la concurrence
Cédric O Secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la transition numérique et des communications électroniques
Sylvie Hubac Présidente de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat
Éric Brousseau Professeur à l'université Paris Dauphine-PSL, Directeur scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation
Joëlle Toledano Professeur émérite d'économie, associée à la Chaire Gouvernance et Régulation de l'université Paris Dauphine-PSL
Jean-Denis Combrexelle Président de la section du contentieux du Conseil d'Etat

Quelle évolution du business model des entreprises de réseau ?

Petit-déjeuner

Chaire

19 novembre 2020

Marie-Claire Aoun Directrice des Affaires Institutionnelles, Terega
Catherine Brun Secrétaire générale & Responsable Affaires Publiques et Territoires, GRTgaz
Arié Flack DG et Fondateur, Compagnie Financière du Lion
Angelos Souridakis Fondateur et Senior Partner, Ylios

Regulatory agencies performance assessment

Conférence internationale

Club & NER-OCDE



24 novembre 2020

Anne Vadasz Nilsson Vice President of the Council of European Energy Regulators (CEER) (also Swedish Energy Markets Inspectorate Director)

Manuel Cabugueira Co-ordinator of the Technical Unit for Legislative Impact Assessment (UTAIL), Government Centre for law skills, JurisApp, Portugal

Andrey Tsyganov Deputy Head, Federal Antimonopoly Service (FAS Russia)

Charles Nancarrow Head of Financial Analysis (Regulation and private sector delivery) and Rich Sullivan-Jones, Audit Manager (Regulation, Consumers & Competition), National Audit Office (NAO), UK

Dominique Jamme Managing Director, Commission de Régulation de l'Énergie (CRE, France) - President of the Dauphine Club of Regulators

Warwick Anderson General Manager, Network Finance and Reporting, Australia Energy Regulator (AER)

Carmen Silvia Sanches Regulation Specialist, Agencia Nacional de Energia Eletrica (ANEEL), Brazil

Laurent Clerc Director for research and risk analysis, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR - Banque de France)

Nadia Horstmann Head of section, Bundesnetzagentur, Germany

Alex Durand Regulatory policy division Analyst, Directorate for Public Governance, OECD

Anne Yvrande-Billon Director Economy, Markets and Digital, Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP, France)

Anna Pietikainen Senior Policy Advisor, Public Governance and Regulatory Policy, Public Governance Directorate, OECD

La plupart des conférences ont fait l'objet de vidéos - d'interviews individuelles ou de replays - toutes consultables sur notre site internet ou notre chaîne Youtube.



Regulatory approaches and tools to meet the decarbonization challenge

Conference report

Université Paris Dauphine-PSL, 16th April 2021

Notes de réflexion

Synthèses de conférences

Après chaque évènement, nous publions une synthèse des présentations et des échanges qui l'ont animé.

Quel avenir pour l'application de la tarification incitative à l'offre de soin ?

Transformation numérique, transition écologique : quels enjeux de gouvernance ?

La régulation des plateformes

L'accès aux infrastructures ferroviaires

Gouvernance et régulation des données

Quelle évolution du business model des entreprises de réseau ?

Regulatory agencies performance assesment

Les notes de la chaire pour éclairer le débat public : les « GovReg Notes »

En coopération étroite avec les parties prenantes qui y sont associées, la Chaire et le Club des Régulateurs animent une plateforme de réflexion et d'échanges visant à proposer une analyse approfondie et originale de sujets d'actualité touchant à la régulation et à la gouvernance économiques.

Identifiées en synergie avec les autorités de régulation, les entreprises régulées et les experts membres de la Chaire et du Club, les thématiques traitées donnent lieu à des travaux associant approche académique et expertise de praticiens afin d'éclairer le débat public.

Ces travaux se traduisent par l'édition de « GovReg Notes » de la Chaire Gouvernance et Régulation. Elles abordent sous un format ramassé des questions ciblées, dans l'optique d'éclairer le débat public par la recherche.

La production des GovReg Notes est coordonnée par un Comité éditorial composé d'académiques et de praticiens de la régulation :

Éric Brousseau Directeur scientifique, Chaire GovReg

Anne Epaulard Université Paris-Dauphine PSL

Catherine Galano Frontier Economics

Sophie Harnay EconomiX UMR 7235

Christine Le Bihan-Graf De Pardieu Brocas Maffei

Jean-Yves Ollier Conseil d'État

Angelos Souridakis Ylios

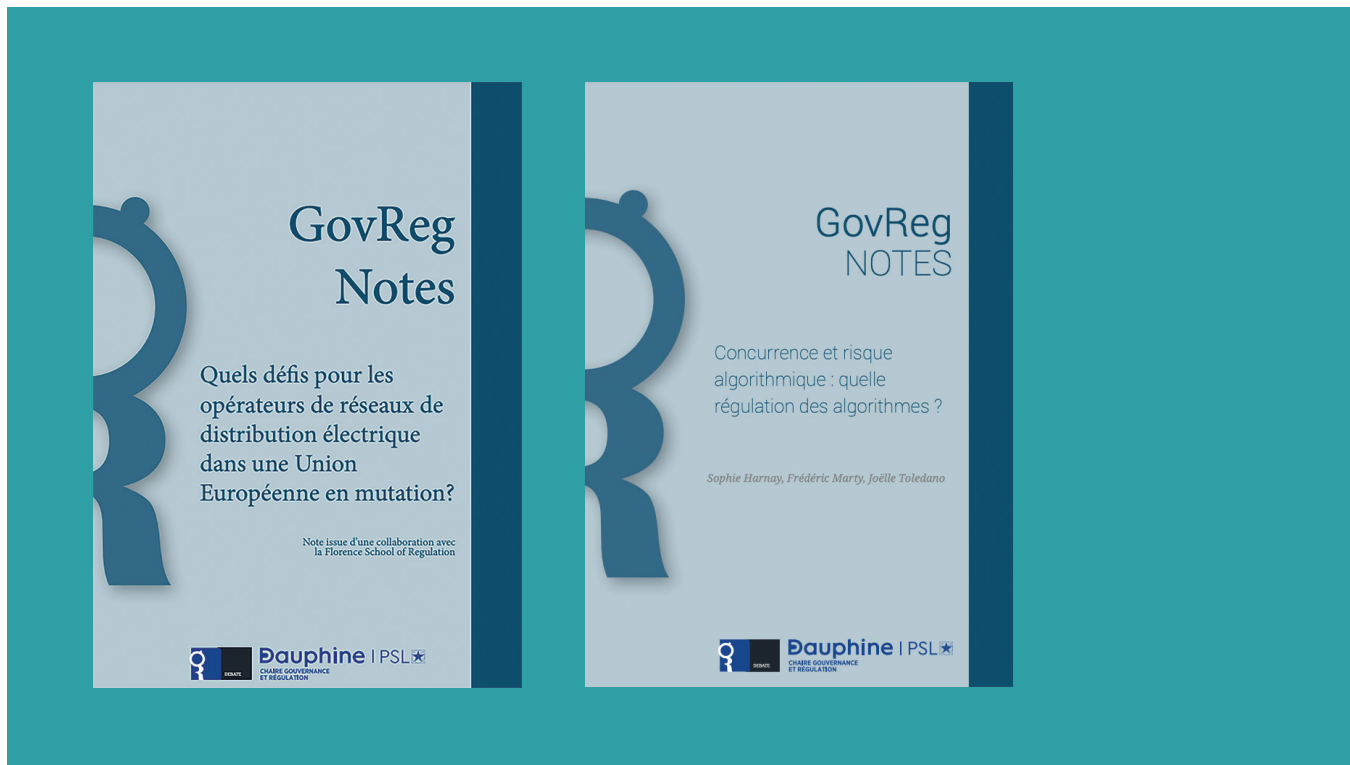
Joëlle Toledano Chaire GovReg

Anne Yvrande-Billon ART puis ARCEP

Sur ce format, les GovReg Notes publiées en 2020 ont été les suivantes :

Concurrence et risque algorithmique : quelle régulation des algorithmes ?

Quels défis pour les opérateurs de réseaux de distribution électrique dans une Union Européenne en mutation ?



Articles parus dans la presse

Éric Brousseau « De la nécessité de répondre à la menace cyber par la régulation », *Acteurs Publics*, Hors-Série, Février 2020

Joëlle Toledano « Les données, un enjeu clé des politiques publiques du XXIème siècle », *Acteurs Publics*, Novembre 2020

Théophile Megali « Sur l'impact environnemental de la publicité numérique à l'heure du programme », *ACCS*, Novembre 2020

Dianzhuo Zhu « Le covoiturage peut-il se remettre du confinement ? », *The Conversation*, Juin 2020

**En 2020,
la Chaire
Gouvernance
et Régulation
a fêté
ses 5 ans
de recherche,
de formation
et de débat.**

« Durant ces cinq années d'existence, la Chaire a approfondi la structuration et le développement de ses capacités désormais reconnues en matière de recherche, de formation et d'animation du débat public. S'appuyant sur de nombreux partenariats, une gamme très large d'expertises académiques comme professionnelles, ainsi que sur le Club des Régulateurs, elle offre une plateforme d'échange à des milieux dialoguant insuffisamment, alors qu'ils font face à des problématiques communes et disposent de compétences complémentaires pour s'en saisir. Nos travaux de recherche comme nos programmes de formation ou nos contributions au débat public confirment que la gouvernance économique et les défis auxquels elle est confrontée requièrent préalablement cette approche transdisciplinaire et transsectorielle.

Nous comptons plus que jamais sur le soutien et le concours de l'ensemble de nos partenaires pour poursuivre nos travaux de recherche, de formation et de participation au débat public : comprendre les enjeux de gouvernance et de régulation en vue d'articuler politiques publiques et efficacité économique demeure crucial dans un monde de plus en plus numérique et faisant face au défi climatique. »

Éric Brousseau Directeur scientifique

La chaire gouvernance et régulation

fête

5 ANS

de

recherches, formations, débats



En 5 ans (2015 à 2020), la Chaire a développé ses 3 axes : Recherche, Formation, Débat

Recherche

- 8 Projets de recherche portés en 5 ans
- 7 Thèses de doctorat en cours ou soutenues
- 19 Articles
- 16 Working papers
- 33 Séminaires académiques
- 5 Conférences internationales
- 1 Initiative de Recherches Interdisciplinaires Stratégiques (IRIS PSL) Governance Analytics

Formation

- 4 Masters en formation initiale :
 - Master Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN)
 - Master de Management des Télécoms et des Médias
 - Master Droit et Régulation des Marchés
 - Master Banque et Finance
- 5 Éditions de l'école thématique annuelle IOEA
- 40 Vidéos pédagogiques sur la plateforme LEARN IOE

Débat

- 19 Petits-déjeuners
- 32 Conférences
- 9 Séminaires du Club des Régulateurs
- 5 Workshops
- 53 Synthèses d'événements
- 85 Interviews vidéos
- 6 GovReg Notes

Pour fêter cet anniversaire et remercier les partenaires qui ont, à cette occasion, renouvelé leur confiance à la Chaire, comme ceux qui l'ont rejointe, une conférence - débat a été organisée en présentiel et en streaming le 8 juillet 2020, sur les grands vecteurs de transformations venant à présent structurer les travaux de la Chaire.

Transformation Numérique, Transition Écologique : Quels enjeux de Gouvernance ?

Les deux priorités de la nouvelle Commission Européenne, soulèvent des questions de gouvernance essentielles. Il convient de mettre au point des solutions de portée mondiale. Il s'agit aussi de gérer des mutations des comportements de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux. Il faut enfin mener à bien des processus d'innovation dont les conséquences redistributives affectent les cohésions économiques, sociales et politiques.

À l'occasion de son cinquième anniversaire, la Chaire « Gouvernance et Régulation » de l'Université Paris Dauphine | PSL a proposé de dialoguer avec deux grands témoins et acteurs des transformations disruptives induites par ces impératifs s'imposant à l'ensemble des parties prenantes de nos sociétés et aux politiques publiques, à tous niveaux : du micro-local au global.

Thomas Courbe, Directeur général des entreprises, a rendu compte non seulement de sa vision sur le fond d'un certain nombre de dossiers essentiels, mais aussi de la manière dont la France, dans le contexte Européen, et l'Union Européenne, dans celui des relations avec les États-Unis et la Chine, peuvent déployer des stratégies efficaces pour qu'émergent des cadres de régulation et des mécanismes de gouvernance permettant de défendre nos intérêts et nos valeurs.

Thierry Pech, s'est appuyé sur son expérience à la tête de Terra Nova mais aussi, plus récemment, de la Convention citoyenne pour le climat, pour nous faire part tant de ses réflexions sur les impératifs de la transition écologique en matière de transformation de nos modèles économiques et sociaux, que du bilan qu'on peut tirer de la modalité originale de prise de décision que constitue la Convention composée de citoyens tirés au sort.

Cette conférence a aussi été l'occasion de saluer et de remercier les partenaires de la Chaire qui soutiennent ses activités et ont décidé de continuer de lui permettre de se développer : ENEDIS, RTE, la SNCF, parmi les membres fondateurs depuis 2015 ; le Groupe ADP, l'ASFA, VINCI ayant rejoint la Chaire en 2017 ; enfin, deux nouveaux partenaires, la RATP et Ecologic.

ÉQUIPE ET GOUVERNANCE

Éric Brousseau



Directeur scientifique

La Chaire Gouvernance et Régulation et le Club des Régulateurs sont dirigés par Eric Brousseau. Professeur d'économie et de management, il a également dirigé l'Ecole Doctorale à l'Université Paris Dauphine-PSL. Il dirige le projet Governance Analytics jusqu'en 2020, une initiative de recherche interdisciplinaire et stratégique (IRIS) soutenue par l'Université de Recherche PSL. Il est l'un des créateurs du Master Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN), co-habilité entre Dauphine, Polytechnique, CentraleSupélec, TélécomParis et l'Université Paris-Sud. Il a fondé en 2002 l'Institutional and Organisational Economics Academy (IOEA), et a présidé l'International Society for New-Institutional Economics (2013-2014). Il est également membre honoraire de l'Institut Universitaire de France.

Marie-Hélène Caitucoli



Déléguée générale

Co-directrice du Master Droit et Gestion publique Dauphine-ENA jusqu'en octobre 2020, elle a développé en tant que cheffe de projet, de janvier 2017 à fin 2019, le pôle de politiques publiques de l'Université Paris-Dauphine, la House of Public Affairs, mettant les savoirs universitaires liés aux affaires publiques de manière pluridisciplinaire au service d'un vaste réseau de partenaires institutionnels de premier rang. Titulaire d'un Master recherche en études politiques sur les institutions européennes et Docteure en sciences politiques de l'EHESS, elle s'est ainsi auparavant spécialisée sur la théorie des institutions démocratiques. Également diplômée d'HEC Paris (majeure Finance), et de cursus complémentaires à l'ESADE de Barcelone et à University College London, elle bénéficie d'une expérience dans le conseil en organisation auprès de grands groupes et dans l'industrie du luxe où elle a exercé des fonctions de direction à l'international pendant plusieurs années. En juillet 2019, Marie-Hélène a rejoint la Chaire comme déléguée générale.



Sophie Boidin



Chargée de
communication

Delphine Lebrun



Organisatrice
événementiel

Adèle Boutin



Monteuse vidéo
Infographiste

Steve Serafino



Chargé de
communication

Bruno Chaves



Ingénieur de recherche
Coordinateur du projet
« Governance Analytics »
et webmaster

Le Comité d’Orientation de la Chaire

Le Comité d’Orientation est composé de membres de l’équipe académique de la Chaire représentant les principales expertises disciplinaires. Son rôle est de Conseiller la Direction Scientifique dans la préparation du programme, sa mise en œuvre et le contrôle de son exécution. Il se réunit deux fois par an.

Il est composé de :

- Éric Brousseau** Directeur scientifique, Chaire GovReg
- Hervé Alexandre** Professeur de finance à Dauphine, PSL
- Georges Decocq** Professeur de droit à Dauphine, PSL
- Anne Epaulard** Professeure d’économie à Dauphine, PSL
- David Ettinger** Professeur d’économie à Dauphine, PSL
- Henri Isaac** Maître de conférences en gestion à Dauphine, PSL
- Julien Jourdan** Professeur de stratégie à HEC
- Joëlle Toledano** Professeure émérite d’économie à la Chaire GovReg
- Alexis Tsoukias** Directeur de recherche au CNRS et au LAMSADE, Dauphine

62

Le Comité de Pilotage de la Chaire

Chacune des parties prenantes – les mécènes, les partenaires experts, les partenaires institutionnels, le Comité d’Orientation, le Directeur de la Chaire, ainsi que la Fondation Paris-Dauphine – est représentée dans le Comité de Pilotage.

Son rôle : Le Comité de Pilotage est chargé de la définition du programme d’activités de la Chaire, de la détermination de la composition de l’équipe de chercheurs, de l’établissement du budget annuel et de la supervision de l’exécution du programme de travail défini. Il se réunit deux fois par an.

Pour l’année 2020, les membres du CoPil sont :

- Éric Brousseau** Directeur scientifique, Chaire GovReg
- Sandra Bouscal** Directrice, Fondation Paris-Dauphine
- Christophe Bonnery** Directeur en charge de l’Economie et de la Prospective, ENEDIS
- Christophe Boutin** Délégué général, ASFA
- Laurence Daziano** Directrice de la régulation, SNCF Voyageurs
- Philippe Pascal** Directeur Général Adjoint, Finances, Stratégie et Administration, Groupe ADP
- René-Louis Perrier** Président, Ecologic
- Guillaume Rondeau** Directeur juridique, RATP
- Benjamin Guedou** Chef du Pôle Régulation et Tarif, RTE
- Blaise Rapior** Directeur général adjoint VINCI Autoroutes

Fabrice Dambrine Président de la Section Innovation, Compétitivité et Modernisation, CGE
Pierre-Alain Roche Président, section mobilité et transport, Conseil général de l'environnement et du développement durable, CGEDD
Philippe Ayoun Membre permanent, section mobilité et transport pour le CGEDD
Marie-Solange Tissier Présidente de la section Régulation Ressources, CGE
Monique Saliou Conseillère maître, Cour des Comptes
Jean-Luc Sauron Conseiller d'État, Conseil d'État
Hervé Alexandre Directeur scientifique de la Chaire, FinTech, Université Paris Dauphine - PSL
Georges Decocq Professeur de droit, Université Paris Dauphine - PSL
Anne Epaulard Professeure d'économie, Université Paris Dauphine - PSL
David Ettinger Professeur d'économie, Université Paris Dauphine - PSL
Henri Isaac Maître de conférences en gestion, Université Paris Dauphine - PSL
Julien Jourdan Professeur de stratégie à HEC Paris, HEC Paris
Joëlle Toledano Professeure émérite d'économie, Chaire GovReg et membre de l'Académie des Technologies
Alexis Tsoukias Directeur de recherche en informatique, CNRS,
Angelos Souriadakis Fondateur et Senior Partner, Ylios, pour les Partenaires experts
Anne Yvrande-Billon Vice Présidente, ART, pour le Club des Régulateurs jusqu'en juillet 2020 puis **Dominique Jamme** Directeur général, CRE, pour le Club des Régulateurs à partir de juillet 2020

Le Comité de Direction du Club des Régulateurs

Le Comité de Direction est composé d'un représentant de chaque membre du Club, ainsi que du Directeur Scientifique et d'un représentant des partenaires experts de la Chaire Gouvernance et Régulation. Il élit son Président pour le représenter auprès des tiers et siéger au Comité de Pilotage de la Chaire. Le Président du Club est Dominique Jamme depuis juillet 2020, succédant à Anne Yvrande-Billon.

Son rôle : Le Comité de Direction décide du programme de travail du Club et du rythme de ses réunions, l'organisation de ces dernières étant à la charge de l'équipe de la Chaire. Il se réunit au moins deux fois par an.

Pour l'année 2020, les membres du CoDir sont :

Éric Brousseau Directeur scientifique, Chaire GovReg
Pauline Blassel Secrétaire générale, et **Anna Butlen** Directrice des Affaires Juridiques, HADOPI
Christophe Cousin Directeur des études, des affaires économiques et de la Prospective, CSA
Rémi Lataste Directeur général, ANJ
Natasha Cazenave Secrétaire générale adjointe et **Anne Demartini** Économiste, Division Études, stabilité financière et risques, AMF
Laurent Clerc Directeur d'étude et d'analyse des risques, ACPR
Caroline Gibon Cheffe de bureau de la régulation économique des aéroports, DGAC
Dominique Jamme Directeur Général, CRE, Président du Club à partir de juillet 2020
Christine Le Bihan-Graf De Pardieu Brocas Maffei, Avocat à la cour, pour les Partenaires experts
Maya Bacache Membre du Collège, ARCEP
Patrick Vieu Vice-Président et membre du collège, ART - représentante de l'ART jusqu'en juillet 2020 : **Anne Yvrande-Billon** alors Vice Présidente de l'ART

CHAIRE GOUVERNANCE ET RÉGULATION